



Revue de Presse

vendredi 22 février 2008

SOMMAIRE

ENDESA ET ENDESA FRANCE

Le groupe énergétique espagnol Endesa a publié jeudi un bénéfice	1
Agence France Presse .- 21/02/2008	
Endesa - Le bénéfice net 2007 recule de 10% comme prévu	2
Reuters .- 21/02/2008	
Bénéfice 2007 d'Endesa en baisse	3
Enerpresse .- 22/02/2008	
Endesa SA -	4
The Wall Street Journal Europe .- 22/02/2008	
Endesa-France maintient son plan	5
Le Républicain Lorrain .- 22/02/2008	

CONCURRENCE

Les analystes jugent la correction sur EDF sévère	6
La Tribune .- 22/02/2008	
Des perspectives médiocres pour 2008 font plonger EDF	7
Le Monde .- 22/02/2008	
La rentabilité d'EDF marque le pas	8
Le Revenu - Hebdo .- 22/02/2008	
EDF, une vraie puissance financière	9
La Lettre A .- 22/02/2008	
Gaz de France : le comité européen fait traîner son avis sur la fusion avec Suez	10
Les Echos .- 22/02/2008	
Olmix crée une usine de production énergétique à base d'algues vertes	11
Les Echos .- 22/02/2008	
Dans le Médoc, explosion de colère à cause d'un projet gazier	12
Libération .- 22/02/2008	

MARCHE

Electricité solaire : la TVA redescend à 5,5%	14
Que Choisir .- 01/03/2008	
China's power grid is on	15
The Wall Street Journal Europe .- 22/02/2008	

ENVIRONNEMENT

Cinq pays visent la neutralité carbone à moyen terme	16
La Tribune .- 22/02/2008	
Les batailles de chantal Jouanno	17
Enerpresse .- 22/02/2008	
En 2015, la cité catalane sera la première ville de France à énergie positive	18
Le Figaro .- 22/02/2008	

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Alliance ENI-ENEL dans la séquestration	19
Enerpresse .- 22/02/2008	

S O M M A I R E

Solar cells get clean bill of health
Financial Times Europe .- 22/02/2008

20

ENDESA ET ENDESA FRANCE



EEE-RES, LEAD

Endesa: bénéfice net 2007 en baisse, conforme aux attentes

21/02/2008 08:56:33 GMT+01:00

#016565 DVBP 851 PHP61 (4) AFP (429) [Propriétés]

MADRID, 21 fév 2008 (AFP) - Le groupe énergétique espagnol Endesa a publié jeudi un bénéfice net pour son exercice 2007 en baisse de 10% à 2,675 milliards d'euros, conforme aux attentes des analystes.

Ces derniers, interrogés par Thomson Financial, misaient sur un bénéfice compris dans une fourchette allant de 2,35 à 2,68 milliards d'euros.

L'excédent brut d'exploitation (Ebitda) a progressé de 5% à 7,48 milliards d'euros, selon un communiqué du groupe.

Le chiffre d'affaires du groupe, qui est passé en 2007 sous le contrôle de l'italien Enel et de l'espagnol Acciona, a progressé de 8% à 21,22 milliards d'euros.

A périmètre constant, le bénéfice net a progressé de 14,2%. Le bénéfice net 2006, de 2,969 milliards d'euros, comptait 719 millions d'euros de bénéfices extraordinaires.

Le groupe se réjouit du "bon comportement de toutes les activités dans un environnement exigeant". Les bénéfices en Espagne, principale zone d'activité du groupe, et en Europe, ont baissé en données publiées, mais augmenté à périmètre constant.

"Le bénéfice net de l'activité en Espagne et au Portugal a été de 1,78 milliard d'euros, en hausse de 13,7% à périmètre constant". Mais en données publiées, il est en baisse de 3,2%.

Le marché espagnol a été marqué par une baisse de la demande, entraînant une baisse des prix sur le marché de gros, a expliqué le groupe.

En Europe, la hausse a été de 12,8% à périmètre constant à 419 millions d'euros, mais de 15% en données publiées. Là encore, la demande a été faible pour le groupe, principalement en France et en Italie, à cause "des fortes températures enregistrées au premier trimestre".

En Amérique latine, le bénéfice a été de 471 millions d'euros, en hausse de 17,4% à périmètre constant, et de 2% en données publiées. Le groupe pointe la "bonne évolution macroéconomique" de la zone, pour expliquer ses performances.

Pour Endesa, l'année 2007 a surtout été marquée par l'épilogue d'une guerre de presque 2 ans pour son contrôle, remportée finalement par Enel et Acciona, qui se partagent désormais le groupe.

En 2008, ceux-ci doivent vendre une partie des actifs d'Endesa, en Italie, France, Pologne, Turquie, et certains actifs espagnols au groupe allemand EON.

La production totale d'électricité du groupe en 2007 a baissé de 1,3%, à 183.966 gigawattheures, à cause de l'Europe (-6,1%) et l'Amérique latine (-4,1%). La hausse a été de 2,5% en Espagne.

ENDESA (ISIN = ES0130670112)

fz/mj



Endesa - Le bénéfice net 2007 recule de 10% comme prévu

MADRID, 21 février (Reuters) - L'électricien espagnol Endesa <ELE.M> a annoncé une baisse de 10% de son bénéfice net 2007 à 2,675 milliards d'euros, le chiffre souffrant d'une base de comparaison défavorable avec 2006, qui avait été marquée par des plus-values.

Les analystes attendaient en moyenne un résultat net de 2,6 milliards d'euros, selon Reuters Estimates. Hors éléments exceptionnels, il aurait affiché une hausse de 14,2% d'une année sur l'autre, a souligné l'entreprise.

Le flottant d'Endesa a été réduit à quelque 8% du capital après le rachat du groupe par le groupe de BTP espagnol Acciona <ANA.MC> et l'électricien italien Enel <ENEL.MI>. A la Bourse de Madrid, le titre avançait vers 13h15 GMT de 0,33% à 33,53 euros, faisant légèrement mieux que l'indice sectoriel <SX6P> (+0,08%).

Une source proche du dossier a déclaré la veille qu'Enel et Acciona devraient conclure d'ici la fin mars un accord provisoire en vue de vendre à l'allemand E.ON <EONG.DE> autour de 11,5 milliards d'euros d'actifs d'Endesa [ID:nL20751656].

L'Ebitda (excédent brut d'exploitation) d'Endesa a enregistré une hausse de 4,9% pour s'établir à 7,485 milliards d'euros.

Le bénéfice net réalisé en Espagne et au Portugal, qui représente environ les deux tiers du total, a progressé de 13,7% à 1,7 milliard d'euros.

Le reste de l'Europe a vu son résultat net augmenter de 12,8% à 419 millions d'euros tandis que l'Amérique latine a contribué à hauteur de 471 millions (+17,4%).

Enel détient quelque 67% d'Endesa et Acciona 25% après un processus de rachat qui a duré près de deux ans. /BVO

(Sonya Dowsett et Elena Moya, version française Benoit Van Overstraeten)

Reuters le 21 févr. 08 à 14 29 .

Ref : MTFH44401_2008-02-21_13-29-03_L21805047_NEWSITEM.

Bénéfice 2007 d'Endesa en baisse

Le groupe espagnol a publié, jeudi, un bénéfice net pour son exercice 2007, en baisse de 10% à 2,675 milliards d'euros, conforme aux attentes des analystes. Le chiffre d'affaires du groupe a progressé de 8% à 21,22 milliards d'euros. L'excédent brut d'exploitation a progressé de 5% à 7,48 milliards d'euros. Endesa se réjouit du *«bon comportement de toutes les activités dans un environnement exigeant»*. Les bénéfices en Espagne, principale zone d'activité du groupe, et en Europe, ont baissé en données publiées, mais augmenté à périmètre constant. Pour Endesa, l'année 2007 a surtout été marquée par l'épilogue d'une guerre de presque deux ans pour son contrôle, remportée finalement par Enel et Acciona. En 2008, ceux-ci doivent vendre une partie des actifs d'Endesa en Italie, en France, en Pologne, en Turquie et certains actifs espagnols au groupe allemand E.ON.



Endesa SA

Spanish power utility Endesa SA said net profit fell 9.8% last year on unfavorable comparisons to 2006 results that were boosted by gains. Madrid-based Endesa, jointly taken over last year by Spain's Acciona SA and Italy's Enel SpA, said net profit stood at €2.68 billion (\$3.94 billion) from €2.97 billion. Endesa didn't provide fourth-quarter results. The company said last year's net profit included €719 million in gains, mainly on asset sales undertaken to boost return to shareholders, while Endesa was defending itself from an unsolicited bid from Spanish gas distributor Gas Natural SDG SA. Endesa sales rose 9.7% to €17.7 billion, supported by higher power-distribution volumes in the company's Latin American operations, even as total power generation fell 1.3% from 2006.

■ ÉNERGIE centrale emile-huchet**Endesa-France
maintient son plan**

La centrale Emile-Huchet sera allemande avant fin 2008. Mais cela ne remet pas en cause le plan industriel engagé par Endesa-France.

Avant la fin de l'année 2008 nous devrions passer dans le giron de l'allemand Eon. Mais cela ne changera pas notre plan industriel. Les deux tranches d'Emile-Huchet seront bien construites. » Antonio Haya succède à Alberto Rivals à la tête d'Endesa-France, lequel après moins de deux années à la tête de la filiale française a choisi de quitter l'entreprise, à l'heure où le groupe espagnol passe sous la coupe de l'italien Enel qui a réussi son OPA.

Antonio Haya, 43 ans, était en charge de la direction commerciale du groupe au sein duquel il travaille depuis dix-sept ans. Ce mouvement pourrait ne pas s'arrêter là. Le nouveau maître à bord, l'italien Enel, va céder très rapidement les principaux actifs d'Endesa en France, Italie et même certains en Espagne, à l'allemand Eon et ce, en vertu d'un accord existant entre les deux opérateurs. Ainsi va la mondialisation serait-on tenté de dire, avec son cortège de consolidations menées par les grands énergéticiens de la planète.

**Les 35 %
de CdF et EDF**

« Dès les années 2000, on estimait chez Endesa qu'en Europe il y avait la place pour quatre ou cinq grands opérateurs », reconnaît Antonio Haya. On y est presque. De fait, le monde de l'énergie vit à l'heure du prix du baril de pétrole. « Ça a le mérite de faire prendre conscience du véritable coût de l'énergie et du gaspillage. On ne reviendra plus à un baril à 35 dollars », constate le patron d'Endesa France qui remarque, en parallèle, « les fortes tensions qui existent sur ce marché de l'énergie en raison de la demande des pays comme la Chine ou l'Inde ». Ce changement d'actionnaires au capital

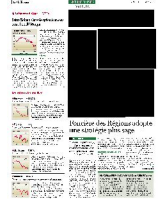


Antonio Haya est le nouveau PDG d'Endesa France, au moins jusqu'à l'arrivée du prochain actionnaire Eon.

soulève une ultime question : qu'advient-il des 16,5 % de Charbonnages de France et 18,5 % d'EDF encore au capital d'Endesa France ? « Il faut demander à EDF et CdF », glisse Antonio Haya qui, naturellement, pense que les pouvoirs publics français, par le biais de l'APE, Agence des participations de l'Etat, ne devraient pas tarder à les vendre, sans doute au principal intéressé, le nouvel acteur fort du marché électrique Eon. Sur tout qu'entre-temps, EDF a affirmé son intention de prendre des participations chez son principal concurrent RWE, numéro 2 allemand de l'énergie. En attendant, ces mouvements au sein du capital ne remettent pas en cause le vaste chantier engagé à la centrale Emile-Huchet où Endesa-France investit 470 M€ dans deux nouvelles tranches (430 MW chacune) à cycle combiné gaz. De quoi pérenniser le site et quelque 350 emplois, avait affirmé Alberto Rivals, à la pose de la première pierre en novembre dernier (lire R.L. du 29/11/2007).

B. K.

CONCURRENCE

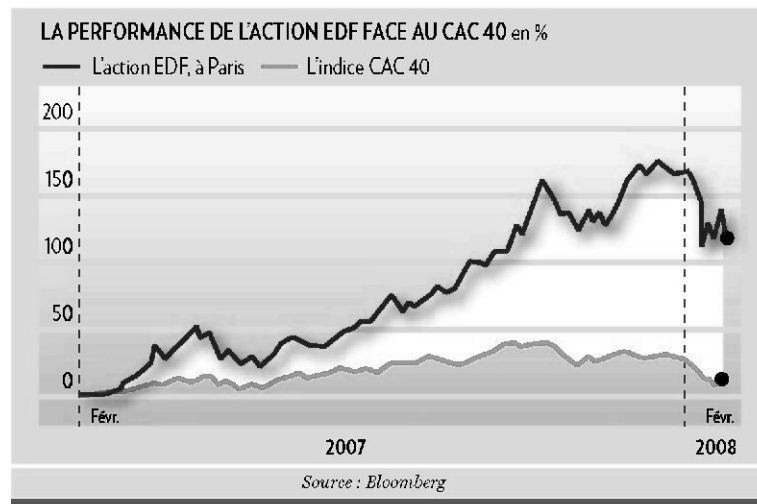


Les analystes jugent la correction sur EDF sévère

ÉNERGIE

EDF a chuté de 10,5 % en deux séances de Bourse. Cette dégringolade, qui s'explique par des perspectives ternes pour 2008, est jugée démesurée par les analystes.

Compréhensible mais excessive ». C'est dans ces termes que le CM-CIC Securities a qualifié la chute brutale de la valeur vedette de la Bourse de Paris EDF (10,5 % en deux séances). Les investisseurs ont effectivement eu le sentiment désagréable d'être pris à contre-pied face aux perspectives 2008. « *Le consensus de marché reposait sur le credo d'une croissance de l'excédent brut d'exploitation sur la période 2006-2008 de 3 % à 5 % et n'avait nullement imaginé qu'il s'agissait d'une moyenne sur la période et qu'en une année il pourrait ne pas être tenu* », indique la société de Bourse. Or, cela est bel et bien le cas puisque le groupe, qui table sur une progression au mieux de 3 % de l'EBE, prévoit un résultat net courant « *qui n'augmentera pas* », pour cause de coûts salariaux supplémentaires (liés aux mesures d'accompagnement des régimes de retraite spéciaux) et de nouvelles charges pour remplacer des générateurs vapeur. De là à considérer que les pers-



pectives à moyen terme du groupe ne sont guère encourageantes, il n'y a qu'un pas. Que les investisseurs ont franchi. Surtout les Anglo-Saxons, persuadés que les tarifs d'EDF pourraient tendre vers les prix du marché de gros.

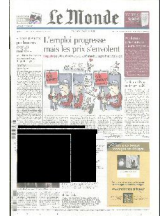
LA PLACE DE PREMIÈRE CAPITALISATION DE PARIS EN JEU

Il n'empêche. Pour bon nombre d'analystes financiers, il convient de relativiser. « *L'alerte sur 2008 concerne finalement un ajustement à la baisse de moins de 300 millions d'euros d'EBE sur les 15,95 milliards anticipés auparavant* », fait remarquer CM-CIC Securities. À la Société Générale, on explique que « *les ternes perspectives pour 2008 ne remettent pas en cause l'histoire* ». « *L'impact des mesures d'efficacité opérationnelle, les hausses de prix en France, les*

relèvements tarifaires à l'étranger et la non-réurrence des provisions des tarifs de retour devraient permettre à EDF d'engranger au moins 3 milliards d'euros au cours des trois prochaines années », précise la Société Générale.

Et si la direction avait fait preuve d'un excès de prudence alors même qu'elle négocie les hausses de tarifs avec le gouvernement ? La rumeur commençait à se répandre hier dans les salles de marché. Après tout, l'enjeu en vaut peut-être la chandelle. Le groupe qui a vu sa valorisation fondre de 14 milliards d'euros en deux jours, risque surtout de perdre sa place de première capitalisation de la Bourse de Paris, au profit de Total. Le pétrolier français valait 119,2 milliards d'euros hier à la clôture, contre 120,8 milliards pour EDF. ■

LAURENCE BOISSEAU



ÉNERGIE LE TITRE A PERDU 9,39 %, MERCREDI 20 FÉVRIER, À LA BOURSE DE PARIS

Des perspectives médiocres pour 2008 font plonger EDF

LE GROUPE EDF a vécu, mercredi 20 février, une journée noire à la Bourse de Paris. En dépit de l'annonce, en début de matinée, d'un résultat net de 5,6 milliards d'euros (+ 0,2 %) et d'un excédent brut d'exploitation (Ebitda) de 15,2 milliards (+ 5,7 %) – deux records pour le groupe –, l'action a brutalement décroché pour terminer la séance sur une baisse de 9,39 % (à 67,05 euros), sa capitalisation fondant de plus de 12 milliards en quelques heures.

Les résultats financiers sont bons, et EDF est parvenu en 2007 à conforter sa position nucléaire dans deux pays clés, la Chine et les Etats-Unis, tout en posant de solides jalons en Grande-Bretagne et en Afrique du Sud. Mais les perspectives annoncées pour 2008 sont médiocres. Daniel Camus, directeur général délégué chargé des finances, a douché les investisseurs en prévenant que le bénéfice « ne devrait pas progresser » et que l'excédent d'exploitation augmenterait de moins de 3 %.

EDF justifie cette prudence par le poids de ses investissements (+ 33 % à 10 milliards pour un total de 35 milliards sur 2008-2010) et des charges opérationnelles, en forte hausse (coût des matières pre-

mières, de l'énergie et des équipements). Sans oublier l'accompagnement de la réforme des régimes spéciaux de retraite. Cette prudence est jugée excessive alors qu'EDF possède le plus grand parc nucléaire du monde (certes utilisé à seulement 80,2 % de sa capacité en 2007) et que les prix de l'électricité sur le marché de gros devraient augmenter.

« Pas bienvenu » en Espagne

Le PDG d'EDF confie volontiers qu'il dispose d'une marge de manœuvre financière plus importante que ses grands concurrents, les allemands E.ON et RWE ou l'italien Enel. Mais pour quoi faire ? S'il a confirmé son intérêt pour le marché espagnol, M. Gadonneix s'est contenté de rappeler l'ouverture de « discussions exploratoires » pour prendre le contrôle de l'électricien Iberdrola. Il a discuté avec le groupe de travaux publics ACS, premier actionnaire d'Iberdrola (13 %).

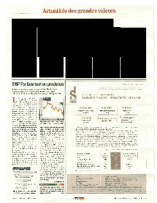
Rien ne dit qu'EDF ira jusqu'au bout. M. Gadonneix a répété, mercredi, qu'il ne se lancerait dans la péninsule ibérique ou ailleurs que s'il était « le bienvenu ». De Madrid, où il présentait des résultats en progression de 42 % (2,35 milliards), le

président d'Iberdrola, Ignacio Sanchez Galan, lui a brutalement répliqué : « *EDF n'est pas le bienvenu, ni du point de vue politique, ni social, syndical, territorial ou actionnarial.* »

« *Gadonneix a toujours été un prudent. Ce n'est pas à 66 ans qu'il va commencer à prendre des risques* », souligne le PDG d'un grand groupe européen d'énergie, qui assure que les banques en mal de revenus liés aux fusions-acquisitions poussent EDF à faire cette opération. La proie est de taille, non parce qu'Iberdrola vaut près de 60 milliards, prix à la portée d'EDF, mais parce que son patron, qui en a fait le numéro un espagnol de l'électricité, est pugnace.

« *Galan, ce n'est pas un violent, c'est un sauvage*, raconte le même dirigeant. *Il a déjà résisté à bien des assauts, il se battra jusqu'au bout pour faire barrage à EDF.* » D'autant plus que le groupe français est détenu à 84,8 % par l'Etat. Et donc à l'abri d'une OPA, a fustigé M. Galan. Il a également accusé le gouvernement français de considérer que « *la France est pour les Français... et le reste aussi !* » La guerre d'Espagne – si elle devait avoir lieu – s'annonce longue et difficile. ■

JEAN-MICHEL BEZAT



La rentabilité d'EDF marque le pas

L'année en cours s'annonce comme un exercice de transition. Le poids des charges opérationnelles va peser sur les marges.

Les Espagnols ont tiré les premiers. Comme on pouvait s'y attendre, les journalistes de la Péninsule ibérique, présents en nombre lors de la présentation à la presse des résultats annuels d'EDF, mercredi dernier, ont posé les premières questions au sujet des rumeurs de marché qui entourent un éventuel rapprochement entre le groupe français et Iberdrola. «Je vous confirme que nous avons engagé des discussions exploratoires, mais que, à ce stade, aucune décision n'est prise», lance Pierre Gadonneix, le PDG d'EDF, sans commenter

davantage ses négociations avec les autorités espagnoles.

Plan d'économies

Ce qui est clair pour tous les observateurs, c'est la volonté d'EDF d'accélérer ses investissements. Fort d'un ratio d'endettement de 36% seulement à fin 2007, le groupe veut investir environ 10 milliards d'euros dès cette année dans le cadre d'un programme de 35 milliards sur trois ans, dont 20 milliards en France dans la production et les réseaux. À la clé, 6 000 mégawatts de capacités nouvelles seront mis en service en France

d'ici 2012. Daniel Camus, le directeur financier, prévient : les charges opérationnelles vont augmenter. Mais pas seulement à cause des frais financiers et des charges d'amortissement liés aux investissements. Sous l'effet de la forte demande, les coûts des biens d'équipements

s'envolent. Un an à peine après avoir étudié un projet d'investissement, le responsable note que les prix ont déjà grimpé de 20 à 40%. Enfin, la réforme du régime spécial de retraite des industries électriques et gazières sera plus coûteuse que prévu. Dès cette année, le surcoût serait compris entre 220 et 250 millions d'euros. Néanmoins, le nouveau programme de réduction des coûts devrait avoir un impact positif de 300 millions d'euros sur l'excédent brut d'exploitation (EBE) dès 2008. Mais, globalement, la croissance de l'EBE sera un peu inférieure à 3%. Une déception.

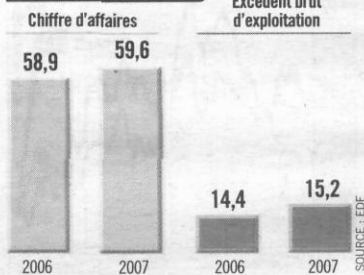
■ Hubert Couëdic

Notre conseil

Renforcez. La stratégie s'inscrit sur le long terme. Les fondamentaux sont solides même si la valorisation est un peu élevée. [EDF]

Les chiffres clés d'EDF

En milliards d'euros



Les chiffres 2007 sont bons mais les perspectives 2008 ont déçu.



Les journalistes espagnols sont venus en nombre aux résultats d'EDF. Pierre Gadonneix, PDG du groupe, leur a confirmé être en discussion avec Iberdrola.

G. ROLLE / REA



EDF, une vraie puissance financière

Les financiers s'inquiètent des ambitions d'EDF en Europe. Mais leurs craintes ne semblent pas justifiées.

Les dirigeants d'**EDF** regardent de très près les actifs qui devront être cédés par le nouveau groupe **GDF-Suez** en Belgique et s'intéressent évidemment à **Iberdrola** en Espagne, où ils ont engagé des discussions exploratoires. Ce sont ces projets d'investissement qui expliquent en partie la baisse du cours de Bourse depuis le début de l'année. Mais les craintes sont largement injustifiées, au vu de la situation financière du groupe.

Fin 2007, EDF disposait de 28,8 milliards € de capitaux propres alors que son endettement net était de 16,3 milliards. Selon des banquiers, EDF pourrait très bien monter son ratio dette sur fonds propres à 100%, ce qui lui permettrait de lever 12,5 milliards. Et ce d'autant que les performances opérationnelles ne peuvent que s'améliorer dans les prochaines années, notamment grâce à un meilleur taux d'utilisation des centrales nucléaires.

Surtout, l'Etat peut réduire sa part actuelle de 84% à 70%, limite fixée par la loi votée à l'initiative de **Nicolas Sarkozy** quand il était ministre de l'économie et des finances. Même si le cours n'est pas à son plus haut niveau (87,75 €), il se traite autour de 70 €, ce qui représente une capitalisation supérieure à 125 milliards. Une augmentation de capital diluant l'Etat à 70% permettrait donc de lever 17,5 milliards. Soit au total, un trésor de guerre potentiel de 30 milliards ! Ce montant est largement suffisant pour s'offrir des actifs de GDF-Suez, d'autant que ce nouveau géant réclame des contreparties industrielles et pas seulement financières. Par ailleurs, si la valeur d'Iberdrola est estimée à 40 milliards €, de nombreux experts considèrent qu'une opération sur le groupe espagnol se terminerait par un démantèlement. EDF pourrait alors récupérer la filiale **Scottish Power** et des centrales en Espagne, au moment où les autorités des deux pays ont enfin décidé de donner un coup d'accélérateur aux projets d'interconnexion.

**ÉNERGIE**

Une nouvelle réunion devrait se tenir aux alentours du 10 mars. Parallèlement, la procédure d'information du comité central d'entreprise du gazier vient de reprendre. Chez Suez, toutes les instances représentatives ont donné leur avis.

Gaz de France : le comité européen fait traîner son avis sur la fusion avec Suez

En présentant ses résultats annuels, mercredi prochain, le PDG de Gaz de France aurait aimé pouvoir annoncer qu'une étape clef avait été franchie en vue de la fusion avec Suez. Il n'en sera rien. Contrairement aux attentes, le comité d'entreprise européen (CEE) de Gaz de France, qui s'est tenu hier, n'a pas rendu son avis sur le projet de rapprochement avec le groupe franco-belge. Qu'il soit positif ou négatif, cet avis est indispensable à la poursuite du processus. Près de deux ans après l'annonce du projet de fusion, les organisations syndicales ont fait savoir qu'elles

avaient encore besoin de quelques jours pour se prononcer. Si tout se passe bien, l'entreprise devrait être en mesure de recueillir l'avis du CEE aux alentours du 10 mars.

De nombreux contretemps

Tout ne sera pas fini pour autant. Le mois dernier, le tribunal de grande instance de Paris avait demandé à la direction de poursuivre la procédure d'information des représentants des salariés, en l'obligeant à communiquer de nouveaux éléments. Parallèlement au processus engagé auprès du CEE, le

gazier français a été obligé d'attendre la mise en place, la semaine dernière, du nouveau comité central d'entreprise français, pour reprendre les discussions avec les représentants des salariés. Ces derniers viennent de se voir remettre les documents ayant trait à la fusion. Quand ils estimeront être prêts, une convocation pour avis du comité central pourra être envisagée. Sans doute pas avant fin mars. Les instances représentatives du personnel de Suez, elles, ont toutes donné leur avis sur le projet.

En dépit des contretemps, les deux groupes assurent pouvoir

célébrer leur mariage comme prévu avant fin juin. Les délais seront extrêmement serrés. A partir du moment où l'avis des représentants de salariés de Gaz de France sera rendu, les entreprises seront en mesure de convoquer leurs conseils respectifs, une dizaine de jours plus tard. Un mois devra ensuite s'écouler entre la convocation et la tenue des assemblées générales de fusion. La procédure d'information et de consultation devra donc être achevée mi-mai au plus tard, pour que le calendrier ait une chance d'être respecté.

P. PO.



BRETAGNE

L'entreprise, spécialisée au départ dans la préparation d'additifs agricoles, a créé un process industriel qui tire de l'énergie des algues vertes. Il lui faudra lever 100 millions d'euros pour le généraliser.

Olmix crée une usine de production énergétique à base d'algues vertes

DE NOTRE CORRESPONDANT
À RENNES.

C'est sous le nom de « Morgane » que va être créée la première usine en Europe de production d'énergie à partir notamment des algues vertes échouées au bord des plages, mais aussi des déchets des animaux. Grâce à un procédé de méthanisation et de nanofiltration, elle produira de l'électricité, du gaz naturel liquide et de l'eau chaude, mais également des engrais et des fongicides naturels. Pour mener à bien la création de la première petite unité Morgane, qui va nécessiter un investissement d'un montant global de 4 millions d'euros, Olmix (52 mil-

lions d'euros de chiffre d'affaires en 2007) reçoit le soutien de la Caisse des Dépôts et Consignations, mais également de trois groupes coopératifs constitués de Cécab, Coopagri Bretagne et la CAM. La communauté de communes de Ploërmel, où va être implantée Morgane en 2009, participe à l'opération. Un centre d'enseignement agricole – le lycée La Touche – est aussi associé au projet et bénéficiera d'une partie de la production d'électricité issue de la station.

La société Olmix et ses partenaires estiment qu'il existe un véritable marché pour ce type d'installation écologique d'une puissance de 1 à 2 mégawatt-

heure. Elle offre l'avantage de transformer uniquement des déchets verts et non pas du blé et de l'orge, comme c'est le cas pour les équipements concurrents situés, par exemple, en Allemagne.

Un problème important

Hervé Balusson, le PDG du groupe Olmix, qui répartit ses activités entre 9 usines spécialisées dans les additifs agricoles et les nanomatériaux à base d'extraits d'algues vertes – d'où ses travaux dans la valorisation de ses sous-produits de ce végétal –, table sur la création d'une quinzaine d'unités Morgane dans le Grand Ouest. Car le problème des algues vertes y est important,

avec 40.000 tonnes de déchets par an, dont les communes du littoral ont la charge financière pour le nettoyage et le traitement. « Pour développer notre procédé industriel et construire des usines, dit encore Hervé Balusson, nous tablons sur des apports de capitaux extérieurs. On estime qu'il nous faudrait lever 100 millions d'euros auprès de financiers européens. »

Le groupe Olmix, coté au marché libre de la Bourse de Paris, y a obtenu 14 millions d'euros l'année passée pour industrialiser ses innovations dans les nanomatériaux avec des applications notamment dans la cosmétologie et le textile.

S. DU G.

Environnement

Dans le Médoc, explosion de colère à cause d'un projet gazier

C'est le dernier estuaire sauvage d'Europe, l'un des rares au monde encore fréquenté par l'esturgeon, la lamproie, le saumon ou l'aloise. Le Verdon-sur-Mer, dans le Médoc, est aussi l'endroit choisi par la société néerlandaise 4Gaz pour son projet de construction d'un terminal méthanier. L'annonce, à la fin de l'hiver 2007, a suscité la colère de riverains et d'associations.

La semaine dernière, la commission particulière du débat public (CPDP), chargée d'organiser la concertation, a rendu ses conclusions. Elle note que «l'acceptabilité sociale du terminal pose question». C'est le moins que l'on puisse dire, tant ce programme industriel a soulevé de passions contre lui, malgré ses soutiens qui mettent en avant les avantages économiques pour la région. Et l'hostilité risque de perdurer: l'avis de la commission n'empêche en rien la société de poursuivre son projet.

Installés dans des ports, les terminaux méthaniers sont destinés à réceptionner et à stocker du gaz naturel liquéfié – car refroidi à moins 160 °C – et transporté par bateaux. Stocké dans d'énormes cuves, le gaz est ensuite réchauffé en fonction de la demande et expédié par gazoduc jusqu'au client final. Premier motif d'inquiétude, ce projet, classé Seveso 2, vise un terrain implanté à 500 mètres à peine des premières habitations. A un kilomètre du centre de la commune. La pointe du Médoc est un vaste espace de landes et de marais, dont beaucoup sont protégés et classés Natura 2000. Pour les écologistes, une installation supposant le dragage du chenal, des rejets

d'eau froide et d'eau chlorée est trop risquée pour un écosystème fragile.

Tourisme. Autre point noir soulevé par les détracteurs du projet: sa cohérence économique. Bordé de plages et de stations balnéaires, le territoire vit essentiellement du tourisme. Un nouveau pôle industriel pourrait avoir des effets catastrophiques sur la fréquentation. On s'inquiète jusqu'à Royan, où les pertes risquent d'être encore plus importantes: la plage est face au site.

Au-delà de la région, c'est le nombre même de ces projets de terminaux méthaniers qui interroge. Deux initiatives similaires ont fait l'objet de débats publics cet automne, à Antifer près du Havre et à Dunkerque. La France possède pourtant déjà deux installations de ce type à Fos-Tonkin (Bouches-du-Rhône) et à Montoir-de-Bretagne (Loire-Atlantique), tous deux faisant l'objet d'une extension.

C'est que la libéralisation du marché de l'énergie attire en nombre les nouveaux opérateurs, pressés de se positionner sur un secteur en pleine expansion. En Europe, le marché du gaz progresse de 2,6% par an depuis vingt ans. Tendance qui devrait se poursuivre, puisque l'observatoire de l'énergie estime que la France pourrait continuer d'augmenter sa consommation au moins jusqu'en 2030. La pénurie aidant, le prix des énergies fossiles va continuer de grimper, rendant le marché particulièrement alléchant.

Russie. Aux yeux de ses partisans, le gros atout des terminaux méthaniers sera de garantir l'indépendance de

GIRONDE



l'approvisionnement français. Alors que 98% des importations arrivent par gazoducs, le développement des accès maritimes permettra de diversifier les fournisseurs, et notamment de limiter le poids de la Russie. Les sceptiques pointent au contraire le risque de la spéculation. Marc Porcheron, chercheur chez EDF et militant Sud, explique: «Ces cargos constituent de véritables réserves flottantes, que l'on peut orienter vers les points les plus lucratifs en fonction des prix du marché. De nouveaux profits gigantesques peuvent ainsi être faits par arbitrage entre zones de prix.»

A terme selon les opposants, si tous ces projets voyaient le jour, la France pourrait se retrouver

en surcapacité gazière. Ce qui serait contraire à la fois aux objectifs de la loi de juillet 2005 sur l'orientation et la programmation de l'énergie (réduction par quatre des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050). Mais aussi aux conclusions du Grenelle de l'environnement préconisant «une réduction importante d'énergie dans tous les domaines». Sans compter le problème de sécurité que posent de telles structures. «C'est une lutte permanente contre le temps pendant le transport pour éviter le réchauffement du gaz, pointe Philippe Lucet, secré-



taire général de l'association Une pointe pour tous, au Verdon. *En cas d'accident, personne ne sait ce qu'il pourrait se passer. En cas d'échouage ou de lâcher dans l'atmosphère, personne ne cerne le risque.*» En un an, son collectif d'opposants a rassemblé 4 300 personnes. Et ses

rangs pourraient grossir. Si le terminal voit le jour, un gazoduc le reliant au réseau devra traverser tout le vignoble. L'industriel a trois mois pour annoncer sa position.

De notre correspondante
à Bordeaux

◆ LAURE ESPIEU

**Le projet, classé Seveso 2,
vise un terrain implanté
à 500 mètres à peine
des premières habitations.**

MARCHE

Électricité solaire

La TVA redescend à 5,5%

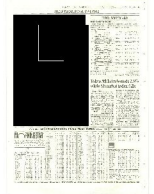
Ouf, le fisc est revenu à la raison! Le mauvais feuillet sur la TVA applicable aux installations photovoltaïques des particuliers a pris fin. Retour en arrière. En juin 2007, *Que Choisir* s'interrogeait sur l'intérêt de produire de l'électricité avec des modules photovoltaïques (QC n° 449). À ce moment-là, signalait l'article, la TVA sur le matériel était de 5,5% si le logement avait plus de deux ans. Mais patatras, aussitôt après, une note de l'administration fiscale remettait ce taux de 5,5% en cause si la totalité de la production était vendue à EDF (QC n° 450, p. 11). Autant dire qu'après l'avoir encouragé, les pouvoirs publics freinaient

l'essor du photovoltaïque en lui appliquant une TVA de 19,6%. Une volte-face incompréhensible. Mais manifestement, c'était une bétise de la direction fiscale. Une nouvelle note est en effet sortie fin 2007. Elle

remet tout en ordre. La TVA est bien de 5,5% si le logement a plus de deux ans, y compris si la totalité de la production d'électricité est vendue à EDF; toutes choses restant égales par ailleurs. Histoire de réparer l'erreur commise, la note précise même que « les factures mentionnant le taux normal alors que, sur le fondement du présent rescrit, le taux réduit aurait été applicable, pourront faire l'objet d'une régularisation afin, pour le prestataire, de faire bénéficier son client de l'application du taux réduit. » Les particuliers concernés par ce rectificatif peuvent donc contacter leur installateur pour récupérer le trop-versé en TVA.



Pour un logement de plus de deux ans qu'on équipe en photovoltaïques, la TVA est bien réduite.



China's power grid is on

Energy needs fire up interest in suppliers of transmission gear

SHANGHAI—The freakish storms that ravaged much of China late last month had a silver lining for at least one group of companies: those that make power-transmission equipment.

These companies are likely to get a short-term boost as China repairs hefty damage to its electricity grid. And longer term, analysts say, the business should benefit from tens of billions of dollars in planned government spending to upgrade the grid to handle the booming Chinese economy.

Some of the sector's biggest companies are multinationals, though two Chinese suppliers are gaining market share. Tebian Electric Apparatus, based in the western territory of Xinjiang, was already the world's third-largest producer by output of electric transformers after ABB of Switzerland and Siemens of Germany in 2005, the latest year for which data could be obtained. Baoding Tianwei Baodian Electric, based in Hebei province, is also a big producer of transformers—critical parts of a power grid that perform tasks such as adjusting voltage.

Both Tebian Electric and Baoding Tianwei have Class A shares, mainly for domestic investors, on the Shanghai stock exchange—and these skyrocketed during 2007. But many analysts say they could be good buys for long-term investors, especially if share prices dip.

Zhan Wenhui, an industry analyst at Haitong Securities in Shanghai, says Tebian Electric "will surely be the largest company" in the business in China this year, overtaking ABB. She forecasts that the company's share price will reach 50 yuan (seven U.S. cents) by year end. Thursday, the stock fell 3.4% to 31.85 yuan, which left the stock 1.5% below where it started the year. Thanks to a recent plunge, the Shanghai composite Index is down

SHARE PERFORMANCE SINCE 2007

Electrical-equipment stocks

On the Shanghai Stock Exchange

— Baoding Tianwei, up 437%
— TBEA Electric, up 326%



Note: Yuan-denominated Class A shares

Source: Thomson Datastream

14% so far in 2008.

In 2007, Tebian Electric strongly outperformed the benchmark Shanghai Composite Index. While the index nearly doubled, the stock more than quadrupled.

Shares of Baoding Tianwei did even better last year, rising more than sixfold. But so far this year, they have retreated with the index, falling 14%.

January's storms damaged more than 39,000 power lines and nearly 2,000 electric substations, causing about 18 billion yuan, or \$2.5 billion, in damage to China's power grid, according to the State Electricity Regulatory Commission. The government has vowed to complete repairs by the end of March. The repair work brings "a great short-term opportunity" to Tebian Electric and Baoding Tianwei, says Ding Chaoyu, a strategist at Great Wall Securities in Shenzhen.

Still, he thinks the valuations of both companies' stocks are too high right now, and investors should wait for the price to come down before buying.

It is easy to see why many analysts believe the power-transmission industry has a promising future. China has been building scores of power plants in recent years to supply energy to its industries and increasingly affluent urban citizens. Yet grid development has progressed more slowly, creating bot-

tlenecks that have contributed to periodic power shortages.

The government, which runs the grid through its companies State Grid Corp. of China and China Southern Power Grid Co., is eager to fix that. Total investment in the power grid jumped 17% in 2007 to 245.14 billion yuan. This year, it is expected to rise about 30% to nearly 320 billion yuan, according to the China Electricity Council.

"The demand for power-transmission equipment will keep increasing in future repair programs," Yang Jun, an analyst at Shenzhen-based United Securities, wrote in a Jan. 30 report. He recommended that investors increase holdings in Tebian Electric.

Both Tebian Electric and Baoding Tianwei are major equipment providers for the West-to-East electric-power-transmission program and the Three Gorges Dam—two of China's biggest grid projects. ABB took top spot in China's transformer-equipment market in 2007, receiving 22% of all spending in the country, according to State Grid Corp. Tebian Electric ranked second with 20%.

Competition from foreign players is intense. ABB has invested more than \$800 million in China, which accounted for about 10% of its total global business in 2007. ABB spokesman Thomas Schmidt says the company expects China to overtake the U.S. as its biggest market. Siemens and Japan's Toshiba also are big players in the sector.

Tebian Electric, meanwhile, has been seeking to expand overseas. It has been selling transformers to U.S. power-grid operators and has cooperated with the U.K.'s BP to develop solar-energy technology. For the first nine months of 2007, Tebian Electric reported that net profit rose 96% from a year earlier to 301.34 million yuan.

For investors in Tebian Electric, there is a lingering uncertainty. The company has said it wants to raise about one billion yuan by selling new stock, but its plan so far has failed to win approval from the China Securities Regulatory Commission. It is unclear if the plan could be revived, and if so, how it might affect existing shareholders. Tebian Electric declined to comment.

—Bai Lin

ENVIRONNEMENT



CLIMAT

Cinq pays visent la neutralité carbone à moyen terme

Produire des biens et des services, se déplacer et se chauffer sans émettre de gaz à effet de serre, est-ce possible ? Cinq pays se sont engagés hier à relever le défi à l'horizon des prochaines années ou décennies. Le Costa Rica, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et Monaco ont saisi, pour annoncer leur initiative, l'occasion de la dixième session extraordinaire du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) qui se tient depuis mercredi à Monaco.

Le Pnue compte fédérer leur démarche dite de neutralité en carbone car elle renforce la lutte contre le réchauffement climatique menée par ailleurs dans le cadre de l'ONU. Nations, villes, entreprises, ONG, tous les acteurs visant une très grande sobriété en carbone, voire un

objectif zéro émission, pourront rejoindre le réseau lancé par le Pnue, le Réseau pour un climat neutre (CN Net) qui a déjà rallié des entreprises comme la société brésilienne Natura. Le Costa Rica espère atteindre l'objectif zéro émission en 2021 à la faveur de ses taxes sur les énergies fossiles, de l'expansion de ses forêts et de ses énergies renouvelables. L'Islande, dont l'électricité est déjà la plus propre du monde, compte réduire ses émissions de plus de 75 % d'ici à 2050. La Nouvelle-Zélande vise 2040 et la Norvège 2030.

PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ

La France, représentée à Monaco par Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'État à l'Écologie, « se réserve la possibilité de rejoindre l'ini-

tiative ». Mais « encore faut-il avoir engagé une action volontariste pour réduire au maximum ses émissions et améliorer l'efficacité énergétique de l'économie », et s'assurer que la « compensation » par des achats de droits d'émission par exemple se limite aux rejets vraiment impossibles à éliminer, explique-t-elle.

Au-delà, la rencontre de Monaco a permis de réfléchir au moyen de renforcer l'action internationale pour préserver la biodiversité aujourd'hui gravement menacée. Paris propose de « faire converger l'action du Pnue dans ce domaine, le "Millennium ecosystem assessment", avec l'initiative Imoseb d'expertise scientifique que soutient la France ».

LAURENT CHEMINEAU

GROS PLAN



LES BATAILLES DE CHANTAL JOUANNO

Proche de Nicolas Sarkozy, la toute nouvelle présidente de l'Ademe gère déjà un agenda énergétique bien chargé. Suivi du Grenelle, déclinaison du paquet européen «Energie-Climat», réévaluation du bilan des agro-carburants, réorganisation probable de l'agence : Chantal Jouanno n'a pas le temps de chômer.

C'est sans état d'âme que Chantal Jouanno endosse l'habit de présidente de l'Ademe. Pas facile, pourtant, de succéder à la charismatique Michèle Pappalardo. Pour autant, l'ancienne conseillère pour le développement durable du président de la République ne semble pas impressionnée par l'ampleur des tâches qui l'attendent. Voilà des années qu'elle enrage de ne pouvoir monter au front. «*Six ans de cabinet, ce n'est pas ma vocation première*», souffle cette sous-préfète de 38 ans, qui a fait ses premières armes en Poitou-Charentes, terres d'une ancienne ministre de l'Environnement.

Une femme du Président

Après avoir suivi, depuis l'Elysée, le Grenelle de l'Environnement, cette proche de Nicolas Sarkozy va enfin pouvoir mettre les mains dans le cambouis. Peut-être pas au moment où l'entrée dans la vie active est la plus simple. Depuis l'accession au MEDAD de Jean-Louis Borloo, l'appareil environnemental d'Etat est en pleine restructuration (fusion des ministères de l'Équipement et de l'Écologie, révision générale des politiques publiques, etc.). Une réforme qui a révélé combien étaient grandes les tentations de dépouiller l'Ademe de certains de ses fleurons. Ces détrousseurs qui ne logent pas tous «*sur le plateau de Saclay*» trouveront cette bonne connaissance de la police nationale sur leur chemin. «*Tout le monde veut faire des nouvelles énergies. On sent la volonté des uns et des autres de centraliser ce genre de compétences*», dit-elle.

Conserver les compétences

Les compétences : l'un des bijoux les plus convoités de l'Agence. Un bijou que Chantal Jouanno entend bien conserver, voire développer. «*Je défendrai bec et ongle la capacité de l'agence à conserver son expertise et à pouvoir faire de la recherche. Car si l'Ademe n'a pas de recherche, elle perd sa capacité d'expertise*». Un message qui rappelle étrangement celui distillé, il y a quelques années, par l'IRSN, dont les capacités de recherches étaient

aussi convoitées par le CEA. Chantal Jouanno entend aussi conserver la capacité de l'agence à dénicher aux huit coins de l'Hexagone des opérations exemplaires. «*L'Etat n'a pas la capacité de faire remonter les projets. Contrairement à nous, ce n'est pas son rôle de jouer les défricheurs*».

Une expertise attendue

Guignée, l'expertise de l'Ademe est pourtant très attendue sur des dossiers d'actualité : les agro-carburants, le programme renouvelable imposé par le paquet «Energie-Climat», le suites du Grenelle, le bilan carbone, les plans climat territoriaux, etc. Si sa nouvelle présidente n'envisage pas de rupture avec l'ère Pappalardo, elle n'exclue pas quelques réorientations. «*Avec le Grenelle, la politique environnementale prend une nouvelle dimension. L'Ademe devra s'adapter et adapter ses missions, probablement vers le bâtiment, les transports, les énergies nouvelles et les nouvelles formes de conception et de consommation*». Cette modification des priorités de l'établissement public sera, bien sûr, tributaire du vote de la loi «post Grenelle», probablement dans le courant du printemps, et des arbitrages du ministère des Finances. Bercy : une forteresse que même cette proche du président devra prendre d'assaut. «*S'il faut mettre en oeuvre les décisions du Grenelle, il faudra des budgets en conséquence. Et là, le Budget va dire que c'est trop cher. C'est normal, il est dans sa mission !*»

Aux politiques de conclure

L'un des sujets les plus attendus sera bien sûr les agrocarburants. De plus en plus contesté, leur bilan environnemental et climatique est actuellement en cours de réévaluation par l'Ademe. «*Nous donnerons les chiffres, mais après, ce sera aux politiques d'en tirer les conclusions*», prévient Chantal Jouanno, qui n'entend pas se retrouver dans la position du pianiste cher à François Truffaut. Autre problématique qui devrait faire couler quelques hectolitres d'encre : la bataille des systèmes d'évaluation des émissions de gaz carbonique. L'Europe est divisée entre les tenants de la méthode développée par le Carbon Trust britannique et les partisans du Bilan Carbone de l'Ademe. Chantal Jouanno a bien sa préférence. Mais, «*c'est aux politiques de porter ce débat*».

Valéry Laramée de Tannenberg

En 2015, la cité catalane sera la première ville de France à énergie positive

Jean-Louis Borloo est venu en janvier pour signer une convention avec la ville.

ELLES SONT devenues comme familières dans le paysage du Roussillon. De Narbonne à la frontière espagnole, les collines face à la Méditerranée se couvrent d'éoliennes qui ne s'arrêtent que pour les travaux d'entretien. Perpignan, qui ne manque ni de tramontane ni de soleil, était donc le cadre parfait pour les premières expérimentations de l'après-Grenelle de l'environnement ».

En janvier, Jean-Louis Borloo, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Aménagement durable, était reçu par Jean-Paul Alduy, son collègue du Parti radical valoisien, pour la signature d'une convention-cadre entre l'État et la Ville de Perpignan. Objectif : faire de la communauté d'agglomération Perpignan-Méditerranée la première « ville à énergie positive »



La parc éolien est l'une des composantes essentielles du bouquet d'énergies renouvelables de la région. Vauthier/Andia.fr

de France d'ici à 2015. L'ensemble de la consommation d'électricité de l'agglomération sera alors couvert par un bouquet d'énergies renouvelables : parc éolien, panneaux solaires individuels et centrales solaires, biomasse et réseau de chaleur. L'investissement de

500 millions d'euros devrait être rentabilisé en moins de dix ans.

L'éclairage public fait débat

Si les adversaires de Jean-Paul Alduy aux municipales ne contestent pas l'intérêt d'un tel plan, beaucoup s'étonnent du « *subit engouement écologique* » du maire de Perpignan, à l'instar de Jacqueline Amiel-Donat. « *La ville est en train de changer son éclairage public*, explique la tête de liste socialiste. *Croyez-vous qu'il leur viendrait à l'idée d'installer des lampadaires solaires, comme on en trouve dans des villes comparables à la nôtre ?* » « *Il s'agit d'un cadeau fort opportun pour sauver le soldat Alduy* », analyse Clotilde Ripoull, la chef de file du MoDem, qui déplore que la municipalité n'ait pas plus avancé sur d'autres dossiers jusqu'à présent, comme le tri sélectif, « *qui n'est toujours pas généralisé à Perpignan* ».

J.-B. G.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

CLIMAT

**Alliance ENI-ENEL
dans la séquestration**

Les patrons des deux groupes italiens ont signé, mardi, une lettre d'intention qui devrait faire date. Les équipes de Paolo Scaroni (ENEL) et Fulvio Conti (ENI) vont désormais travailler ensemble sur des projets de capture, de transport et de séquestration du CO₂. Le pétrolier apportera sa connaissance des structures géologiques et l'électricien, ses deux projets de démonstration de captage. Si la collaboration est fructueuse, les deux parties devraient soumettre au gouvernement italien et à la Commission un projet national de politique de séquestration du carbone.



Solar cells get clean bill of health

Solar cells generate electricity from sunlight without producing pollution, but some environmentalists have been concerned about the potential negative impact of this photovoltaic technology. This is because the manufacture of solar cells involves toxic metals such as lead, mercury and cadmium and produces carbon dioxide, which contributes to global warming.

However, the first comprehensive study of the pollutants produced during the manufacture of solar cells gives them a reassuringly clean bill of health. Researchers at Brookhaven National Laboratory in New York report that photovoltaic cells produce far fewer air pollutants than conventional fossil fuel technologies when manufacturing is fully accounted for. The study will appear next month in the journal *Environmental Science & Technology*.

Vasilis Fthenakis and colleagues gathered data from 13 solar cell manufacturers in Europe and the US over three years. The cells included four major commercial types: multicrystalline silicon, monocrystalline

silicon, ribbon silicon and thin-film cadmium telluride.

The study concluded that generating electricity from solar cells reduced air pollutants by about 90 per cent compared with using electricity generated in conventional power stations.